



© Batuka VI

MAIRE ANTI-SYSTÈME : L'ÉPREUVE DU RÉEL

PAR SÉVERINE CATTIAUX ET JEAN-LOUIS SANCHEZ

La surprise fut grande au soir des élections municipales de l'année dernière, en découvrant que la ville de Grenoble avait mis fin à l'hégémonie des partis traditionnels pour se doter d'un maire "anti-système" issu du rang des écologistes : Éric Piolle.

Grenoble, ville souvent considérée comme pionnière, se voulait à nouveau terre d'innovation dans le prolongement de l'héritage laissé par Dubedout, inventeur du développement social. C'est pourquoi nombre d'observateurs s'intéressent à cette ville qui, 18 mois après le renouvellement de son conseil municipal, peut présenter un premier bilan. Le JAS ne pouvait s'abstraire de s'y plonger à son tour pour vérifier l'impact des intentions sur la réalité des faits.

Éric Piolle ne se veut pas un élu comme les autres. Opposé au cumul des mandats, l'ancien ingénieur de chez HP ne se contente pas de l'affirmer, il se l'applique en étant maire à plein temps. Et comme il a déclaré n'avoir d'autre horizon que ce mandat de maire, quitte à repartir dans le privé ensuite... il a peu de temps devant lui. Il faut donc frapper fort, très vite, faire la démonstration qu'une autre voie est possible. À son arrivée, il fait voter la baisse de sa propre indemnité de 25 % et celle de ses adjoints. Une autre des décisions prises jusqu'ici et qui a fait beaucoup de bruit, a été celle de libérer la ville du dictat de la publicité, en mettant fin au contrat publicitaire avec JC Decaux. Le mobilier (et toute la publicité dont il était le support) a été retiré au profit d'arbres, ici et là. Place désormais à l'affichage

culturel et associatif, à hauteur de vue du passant avec pour objectif de montrer qu'on peut privilégier l'être plutôt que l'avoir. Cette volonté de consolider la citoyenneté active se vérifie aussi autour de la gouvernance. C'est ce que défend Pascal Clouaire, adjoint à la démocratie locale qui précise : "Nous voulons passer d'une logique de contre pouvoir et de défiance à une logique de répartition des pouvoirs entre la ville et les habitants...". Une question de bon sens, souligne Éric Piolle, un écologiste pragmatique : "la co-construction est un investissement pour l'avenir et permet de gagner du temps par la suite". Pour y parvenir, la nouvelle majorité consulte beaucoup depuis un an et demi : "Assises citoyennes", "Chantier des cultures", concertation sur la santé environnementale, remise à plat des projets urbains... Sept conseils de quartier indépendants ont été créés. Quarante membres participent à chaque conseil, 20 d'entre eux ont été tirés au sort. Selon Pascal Clouaire, ces conseils seront "des artisans de la démocratie locale, ayant pour rôle d'élargir la concertation comme ils l'entendent (via des réunions, enquêtes, du porte-à-porte)". Par ailleurs, la nouvelle équipe municipale expérimente une méthode de concertation appelée "Spiral"⁽¹⁾ encore peu explorée en France.

Autre clé de voûte de cette démocratie locale renouvelée : un budget participatif de 800 000 euros. Commerçants, jeunes, parents d'élèves, habitants ou usagers de la ville, etc. ont pu déposer leurs projets. 30 projets ont été sélectionnés en juin dernier lors de la "ruche aux projets". Dix seront définitivement retenus, à l'issue du vote des Grenoblois, sur deux jours, en septembre prochain. "Notre démarche de participation vise à impliquer de plus en plus de Grenoblois dans leur vie quotidienne. C'est du vivre ensemble, c'est même de la fraternité", assure Pascal Clouaire.

SÉCURITÉ : LA MÉTHODE DOUCE PASSE MAL

Oui, mais les habitants attendent des résultats plus concrets et commencent à s'impatienter. En février dernier, un collectif d'habitants à Mistral (quartier prioritaire) organisait une manifestation. Le slogan "Je suis Mistral" fait alors écho à la récente actualité de ce quartier dont les habitants ont toujours le sentiment d'être les laissés pour compte avec un sentiment d'insécurité qui s'accroît.



Des conseils de quartier aux assises citoyennes, la municipalité multiplie les initiatives.

Or, à peine arrivé, Éric Piolle a mis sous le tapis le projet d'armement de la police municipale, préparé par la municipalité précédente. Pour lui et sa première adjointe à "la tranquillité", Élisabeth Martin (PG), il faut que la police municipale se recentre sur ses missions, et que la police nationale remplisse les siennes... Ils comptent également remballer les caméras de vidéosurveillance, qui, selon eux, ne servent à rien. Elles seront enlevées "au cas par cas tout de même, en concertation avec les habitants", assure Élisabeth Martin. Cri d'orfraie chez les opposants : on "abandonne" la ville aux mains de la délinquance. Et d'attendre les événements qui viendront leur donner raison (de leur point



© Prunier sauvage

de vue) et qui finissent, hélas, par arriver. Le 18 avril dernier, les locaux du club de foot sont incendiés. Quelques heures plus tard, quartier Village Olympique, le théâtre Prémol subit le même sort. Ecœurement des riverains, des habitants et des élus devant la perte de cet équipement rayonnant à l'échelle de la Ville. Éric Piolle maintient qu'il ne s'embarquera pas dans une logique sécuritaire. Avec son adjointe à la Culture et leurs partenaires, un plan d'actions est rapidement mis sur pied pour assurer la continuité de la programmation culturelle... En juin, la violence monte encore d'un cran. Trois fusillades éclatent à la suite. Les deux premières, quartier Saint Bruno à Grenoble. Bilan : deux blessés. La troisième fusillade finit avec un mort, dans la commune voisine de Saint-Martin-d'Hères. Tous ces faits graves sont autant d'occasions pour attiser le sentiment de peur et décrédibiliser l'équipe municipale déjà ébranlée par sa relation aux migrants.

ACCUEIL DES MIGRANTS : L'ÉTAT COUPABLE

L'équipe municipale a d'abord tenté tout l'hiver, au grand dam des riverains, d'accompagner l'ins-

tallation d'un bidonville de 400 exclus dont une majorité de Roms, et la moitié d'enfants, en leur apportant une aide logistique. Mais la situation a empiré dans le bidonville : mauvaises conditions sanitaires, risques d'incendies et pratiques mafieuses. Le maire annonce le "démantèlement" du bidonville le 18 mai dernier. Il se tourne vers le tribunal administratif afin que celui-ci ordonne l'évacuation, avec le recours aux forces de l'ordre. Coup de théâtre, la Justice lui refile "la patate chaude" : ce n'est pas à l'État, mais à la mairie de prendre l'arrêté. La 7 juillet dernier, Éric Piolle adresse une lettre à François Hollande rendue publique, dans laquelle il lui rappelle son devoir de reloger tous ces migrants, en vertu de la compétence régaliennne de l'hébergement d'urgence et de la circulaire interministérielle d'août 2012. Il en appelle à la "responsabilité d'humaniste et de Republicain" de François Hollande. Et de rappeler que "dans les années 1960, plus de 65 000 personnes vivaient dans des bidonvilles, la France a fait un choix juste en facilitant leur intégration". Éric Piolle exhorte même, dans cette missive, le Président à l'intégration des 20 000 personnes actuellement en France vivant dans la rue "aux marges de l'hébergement d'urgence". Les anciens maires tournent en dérision cet appel pourtant cosigné avec différentes associations. Que ce soit Michel Destot, ex-maire PS ou Alain Carignon, ex-maire UMP de Grenoble, tous deux se bornent à s'indigner qu'Éric Piolle laisse pourrir la situation.

ÉCOLOGIE : LA TRANSITION S'ENGAGE... LENTEMENT

Quid du terrain de prédilection d'Éric Piolle : l'écologie ? Depuis des années les Verts s'arc-boutaient contre la pollution aux particules fines à Grenoble, se plaignant des faibles mesures engagées... Ils sont à présent aux commandes. Si, eux, ne font rien, c'est à désespérer. Alors que fait Éric Piolle ? Aux côtés de la Métropole (compétente en matière de déplacements et voirie), il entend multiplier les déplacements à vélo par quatre. Cet automne, Grenoble expérimente les éco-pastilles automobiles, saisissant l'opportunité du dispositif de Ségolène Royal, ministre de l'écologie. On est toutefois loin du dispositif de la Zapa (Zone d'actions prioritaires pour l'air) qui a échoué à Grenoble, comme partout en France. Promesse

tenue d'Éric Piolle : les transports en commun sont désormais gratuits, en période de pics de pollution, de plus en plus nombreux... Autre mesure intéressante, pilotée par Lucille Lheureux, adjointe aux espaces publics : l'opération "jardinons nos rues". Les habitants peuvent s'investir collectivement pour reverdir l'espace public. Un premier verger urbain a été planté... "Mais ça intéresse qui ? Les bobos du centre ville, oui !", s'amuse Paul Bron, élu de gauche, dans l'opposition. Si l'appropriation du verdissage de la ville par les habitants... prendra du temps, on est surtout encore très loin d'une ville post-carbone. Il faut espérer qu'Éric Piolle n'ait pas encore tout révélé de son plan pour une "transition énergétique". Enfin, concernant l'engagement de tarifs solidaires pour l'eau, l'électricité... il va falloir être patient. D'autant que ce n'est pas Grenoble, mais la Métropole qui est compétente.

LE MAIRE QUI DIT "NON", MAIS...

Pourtant ces difficultés n'empêchent pas l'équipe municipale de poursuivre le combat. En mai 2014, elle se proclame "Zone hors Tafta" (TransAtlantic Free Trade Area). Mais dorénavant Tafta a été voté au parlement européen... Le 15 novembre 2014, Éric Piolle redit "non", et lance un appel à l'État contre "l'austérité imposée" et "pour le maintien des dotations de l'État aux collectivités locales". Appel symbolique... L'austérité, il faut faire avec ! Hakim Sabri, l'adjoint aux finances ne cache pas que "L'état des finances de Grenoble est pire qu'il ne le pensait. Des coupes sombres sont nécessaires dans de nombreux budgets, celui des associations également (avec réflexion)". Néanmoins, la Ville s'engage à ne pas amputer le budget de la solidarité. Quand on sait que Grenoble détient le deuxième plus important CCAS de France, après celui de Paris, ce n'est pas rien... Mais cette promesse va nécessairement dépendre de l'évolution du nombre de familles précaires, même si Grenoble reste économiquement mieux armée que d'autres. À propos d'économie, Éric Piolle veut s'en prendre au tabou des tabous : celui de la croissance à tout prix. Une ville doit elle grossir toujours plus ? Il veut prouver que non. Il faut répartir, selon le maire et son adjoint à l'urbanisme, Vincent Fristot, l'effort de construction, sur toute la métropole grenobloise. Virage total donc en manière d'amé-



© Alain Ménac'h

À la Villeneuve, un banquet organisé par les habitants.

nagement de Grenoble. "Exit" les grands architectes que la précédente municipalité s'était offerts et "stop" aux projets denses, que refusent, qui plus est, les habitants, comme celui de l'entrée de ville Nord Ouest (dit projet de la Zac Esplanade). La nouvelle équipe souhaite "construire une ville sobre" moins haute, moins dense, des logements aux normes énergétiques ultra performantes et accessible à tous : 40 % de logements sociaux dans chaque projet. Pour marquer encore un peu plus son engagement à construire une ville abordable, le maire a pris la présidence d'Actis, principal bailleur social de Grenoble. Cette réduction de la voilure est perçue comme un bien mauvais signe selon Paul Bron. Ce conseiller municipal d'opposition de gauche (Go citoyenneté) estime que l'équipe municipale est en train de construire une ville "entre soi". Pour Jérôme Safar, leader de l'opposition PS, ces choix "appauvrissent" l'écosystème économique grenoblois tout entier (BTP, etc.). Ajouté à cela, l'équipe écologiste a diminué sa contribution au développement des nanotechnologies de 25 à 10 millions d'euros. Ce n'est pas aux collectivités se subventionner les grands groupes, telle est la conviction d'Éric Piolle. Les "sociaux-libéraux" comme l'économiste Jean Peyrelevade, sont sans appel sur le programme du maire écologique : "En dépit de maintes bonnes intentions, leur action est vouée à l'échec", dit l'ex-banquier (dans *Acteurs de l'économie* de mai 2015).

Il reste à espérer que cette prédiction partisane ne se vérifie pas, car Grenoble ouvrirait une nouvelle espérance. Mais les premiers pas d'Éric Piolle montrent que l'ambition du changement ne peut, à elle seule, surmonter l'épreuve du réel. ■

(1) Spiral pour "Societal Progress Indicators for the Responsibility of All".